TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des services essentiels)

Région : Mauricie et Centre-du-Québec

Dossier : 1042020-71-2009-
(CM-2020-4213)

Dossier accréditation : AQ-1004-4207

Montréal, le 20 novembre 2020

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

Municipalité du Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil
Employeur

et

Syndicat des employé-e-s municipaux de Bon-Conseil (CSN) (Village)
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail¹ (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

¹ RLRQ, c. C-27.

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés au sens du Code du travail. »

De : **Municipalité du Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

541, rue Notre-Dame

Notre-Dame-du-Bon-Conseil (Québec) J0C 1A0

Établissements visés :

Tous les établissements;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M^{me} Isabelle Dumont
Pour l'employeur

/sc